Espagne : le souvenir de Guernica

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1001>

DOI : 10.4000/bhce.1001

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 232-233

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Espagne : le souvenir de Guernica », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1001>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Espagne : le souvenir de Guernica

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Espagne : le souvenir de Guernica », revue *Esprit*, n° 283, avril 1960, p. 714-716.

- 1 Le bruit du scandale des négociations entre Bonn et Madrid en vue d'installer des bases « logistiques » allemandes sur le sol espagnol a réveillé des esprits trop souvent endormis. Le choc de la révélation passé, les milieux espagnols et allemands s'efforcent d'expliquer les avantages d'une collaboration militaire qui servirait la cause de l'Europe occidentale ; mais la presse de Madrid s'attaque en même temps au *New York Times*, « journal qui a pris le triste rôle de défendre l'apaisement et l'entente avec l'URSS » ce qui montre de quelle manière très particulière est considérée à Madrid la « cause » de l'Occident.
- 2 Sur le plan industriel, les relations hispano-allemandes ne sont pas mystérieuses : Krupp installe en Biscaye et à Sagunto (Valence) en collaboration avec « Altos Hornos » (société du groupe de la Banque Urquijo, dont l'une des premières personnalités est l'ambassadeur d'Espagne à Bonn) de nouveaux hauts-fourneaux pour produire de l'acier d'après des procédés allemands jusqu'ici tenus secrets ; Krupp prête de l'argent, Krupp se promène par l'Espagne et s'entretient avec les ministres de Madrid ; l'Allemagne commande à l'Espagne des armes légères ; enfin, la « Wasag Chemie » de Essen (qui remplace la « Welsfaekliech-Angaltische Sprengstoff AG », filiale de la « Farben », aujourd'hui sous contrôle de l'Allemagne de l'Est) a installé plusieurs industries chimiques à Bilbao pour le compte du gouvernement espagnol. Ces informations sont dans le domaine public. Elles étaient ce que tous les observateurs de politique internationale savent : l'identité des points de vue entre la diplomatie de M. Castiella et celle de von Brentano, les voyages fréquents des ministres espagnols à Bonn et vice-versa, les contacts entre M. Strauss et les observateurs espagnols à l'OTAN.

- 3 L'émotion soulevée par les révélations du *New York Times* aura eu au moins le mérite de rafraîchir la mémoire de ceux qui avaient oublié que Guernica et Durango furent, de l'aveu de Goering lui-même devant le tribunal de Nuremberg, le banc d'essai de l'aviation qui devait anéantir Coventry trois ans plus tard. Le *Washington Post* a dit à ce sujet : « Le souvenir de l'époque où Hitler a renversé la République espagnole ne peut être effacé et la dictature de Franco demeure, à plusieurs égards, un vestige et un symbole de l'ère de Hitler ». Et le *Daily Mirror* évoque aussi l'ombre de Goering en ajoutant : « Et nous y voici de nouveau. » Quoi d'étonnant ? Le régime espagnol n'a pas changé depuis lors et il s'en vante.
- 4 Le gouvernement de Madrid vient justement de faire preuve de suite dans les idées et dans les méthodes : se refusant à tout changement des structures économiques et sociales, il a cédé encore une fois à la pression de la haute finance et des puissants en admettant le licenciement des ouvriers et une nouvelle baisse de leur niveau de vie, pour sortir de la récession. Le 5 février, une déclaration collective des archevêques espagnols mettait en garde contre les dangers de cette dégradation du climat social. On pouvait y lire notamment :

Il faut demander l'austérité d'abord aux riches et particulièrement aux chefs et aux propriétaires d'entreprises. Il ne serait pas juste de demander l'austérité aux travailleurs et aux employés qui ont une rémunération évidemment insuffisante, alors que les autres accumulent des traitements exorbitants et ne se contentent pas de profits modérés...
- 5 Cependant la grande banque n'était pas du même avis, et par la voix d'un de ses hommes, M. Aguirre, dit deux jours plus tard que les chefs d'entreprise et les syndicats (phalangistes) faisaient leur devoir et que la déclaration des archevêques devait s'appliquer surtout aux consommateurs.
- 6 Naturellement les « consommateurs », c'est-à-dire les hommes simples, ne sont pas du même avis et depuis un mois et demi des manifestations d'ouvriers contre le chômage ont eu lieu à Tarrasa (Barcelone), Madrid, Séville (4 000 ouvriers devant le palais de l'archevêque) et sa province, Málaga, etc...
- 7 Le malaise social, le mouvement de protestation à Barcelone qui a obligé le gouvernement à révoquer M. de Galingosa de son poste de directeur de *La Vanguardia*, la nouvelle d'un congrès tenu par les communistes, les rumeurs sur de probables grèves au printemps, décidèrent le gouvernement à passer à l'offensive. Du 6 au 8 février, la police procédait à des arrestations à Barcelone, Madrid, Santander et Saint-Sébastien. Parmi les personnes arrêtées se trouvent notamment le jeune romancier Luis Goytisolo-Gay, le sculpteur Fernández Palazuelos, plusieurs délégués des syndicats officiels, etc. On sait aussi que la police de Santander voudrait impliquer à nouveau dans une machination le père Castañeda, prêtre de Campuzano et plusieurs militants catholiques particulièrement visés depuis le procès de Julio Cerón.
- 8 Quelques jours plus tard, l'explosion de deux bombes à Madrid a coïncidé avec deux cents arrestations de membres de l'opposition. Deux notes officielles (la deuxième contredisant la première) ont prétendu mêler toutes ces affaires, bien qu'on reconnaisse, même dans les milieux gouvernementaux, qu'il s'agit de questions très différentes. D'ailleurs, l'affaire des bombes a permis au gouvernement de s'en prendre à Cuba ; un ressortissant cubain serait, d'après la police, le chef des « terroristes ». D'après les dernières informations, un Espagnol accusé de complicité dans cette affaire des bombes pour le moins un peu bizarre, a été condamné à mort par une cour martiale

et exécuté. Voyez-vous un Espagnol, de n'importe quelle tendance, en train de faire sauter le Musée du Prado ?

- 9 Il reste que les tribunaux militaires d'exception continuent de sévir, que des jeunes gens sont toujours jetés en prison et que les milieux officiels ne trouvent de meilleure réponse que l'injure. C'est ainsi que la presse de Madrid traite de malfaiteur le député travailliste M. Edwards, de « rouge » M. Spaak, de « juif » M. Sulzberger... que M. Daranas dans un article publié par ABC fait à nouveau l'apologie de Pétain et de Brasillach, parle des « assassinats » en France à la Libération et protesta contre l'emprisonnement de Rudolf Hess. On se croirait en 1939, lorsque les « héros » de la Légion Condor étaient reçus par Hitler à leur retour de l'Espagne, fiers de l'exploit de Guernica, fiers de tant d'enfants déchiquetés sous leurs bombes à Barcelone.